

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Bd George Sand 36000 CHATEAUROUX
36000 Chateauroux

Chateauroux, le 03/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERE DE CLUIS

Les Béjaudes
36340 Mouhers

Références : VI 19/03/2024 UD36 (RB) (INSP)
Code AIOT : 0010002808

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement CARRIERE DE CLUIS implanté Les Béjaudes - La Bouige - La Grange 36340 Mouhers. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite réclamation faite par M. ALLORENT lors de la CSS du 07/09/2023 concernant les émissions de poussières dans la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE CLUIS
- Les Béjaudes - La Bouige - La Grange 36340 Mouhers
- Code AIOT : 0010002808

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de leptynite et d'amphibolite autorisée par AP n°36-2016-11-30-002 du 30 novembre 2016, avec une production maximale autorisée de 800 000 tonnes/an sur les communes de Mouhers et Cluis. La carrière dispose d'une unité de traitement de concassage, broyage, criblage et lavage, l'installation accepte des déchets inertes externes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Traçabilité terres excavées	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
12	Déchets	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
16	Poussières	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 3.2.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Impacts sur le milieu naturel Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.1.2.4	Sans objet
2	Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.7.2	Sans objet
3	Eaux de ruissellement	AP Complémentaire du 07/10/2019, article 4	Sans objet
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.5.2	Sans objet
5	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 9.4.1	Sans objet
6	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 9.4.1	Sans objet
7	Quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 1.2.4	Sans objet
8	Extraction	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.4.4.1	Sans objet
9	Extraction	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.4.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Déchets	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.5.3.4	Sans objet
13	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 6.3.1	Sans objet
14	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 6.3.1	Sans objet
15	Installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 3.1.1	Sans objet
17	Poussières	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 3.2.2	Sans objet
18	Poussières	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 3.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Impacts sur le milieu naturel Mesures d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, restauration ancienne plateforme
Prescription contrôlée : Mesures d'accompagnement: L'exploitant met en place les mesures d'accompagnement suivantes : [...]; . création d'une mare d'environ 500 m ² à proximité de la zone humide et du boisement dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté ; [...]. Deux mares sont aménagées au niveau de la partie sommitale du stockage [...]
Constats : Pas d'écart constaté. L' étude réalisée par un écologue en 2023 préconisait l'imperméabilisation des mares 18a et 18b , l'exploitant a étanchéifié et remblayé les mares avec de l'argile de découverte interne en fin d'année 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.7.2
--

Thème(s) : Autre, Entretien des berges
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant , sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejets et leurs périphériques font l'objet d'un soin particulier.
Constats : Pas d'écart constaté. Une opération de nettoyage des berges a été effectuée le 25/10/2023 sur les 2 berges chemin de la Bouzanne, un repérage de l'ampleur des travaux avait été fait le 12/10/2023. L'information a été communiquée à la mairie de Cluis. Cette opération sera renouvelée en cas de besoin.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateurs d'hydrocarbures (aire de lavage+ aire de ravitaillement)
Prescription contrôlée : [...] Mesure de la concentration en sortie de séparateurs d'hydrocarbures
Constats : Pas d'écart constaté. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées dans un séparateur d'hydrocarbures (déshuileur) puis renvoyées vers le bassin à eaux d'exhaure avant d'être rejetées dans la Bouzanne. Une mesure a été réalisée le 25/05/2023 (rapport SGS n°MS23-03508.002): - déshuileur 2 (laveur de roues): hydrocarbures totaux < 0.05, pH= 7.7, température 14.5°C - déshuileur 3 (laveur de roues): <u>pas de mesure réalisée</u> Une 2d mesure a été réalisée le 17/10/2023 (rapport SGS n°MS23-05342.003) : - déshuileur 1 (laveur de roues): hydrocarbures totaux < 0.05 mg/L, pH= 7.6, température 16.7°C - déshuileur 2 (station carburant): hydrocarbures totaux < 0.05 mg/L , pH= 7.5, température 17.1°C
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.5.2
Thème(s) : Autre, Création plan d'eau
Prescription contrôlée : Un suivi continu des volume d'eaux d'exhaure rejetés dans la Bouzanne est réalisé de façon à s'assurer que la durée de remplissage prévisible du plan d'eau calculé au vu de ces volumes reste cohérente avec celle estimée (44 ans). Ce suivi est annexé [...]
Constats : Pas d'écart constaté. Le remplissage de la fosse de 34 hectares a été évalué en 2015 (44 ans), selon l'exploitant l'estimation est cohérente au regard des volumes d'eau rejetée. La quantité d'eau rejetée dans la Bouzanne est de: - 2022: 147 022 m3 - 2023: 191 846 m3 Une partie de l'eau collectée est utilisée dans l'usine.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Plan topographique
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment:[...]. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 31 mars à IIC.
Constats : Pas d'écart constaté. L'inspection des installations classées à consulté le plan orienté mis à jour le 07/02/2024 (n°3120006-Branly Lacase) le jour de l'inspection. L'exploitant a transmis le 28/03/202 à l'inspection des installations classées: le bilan annuel de l'exploitation pour l'année 2023 : - Plan des garanties financières, par mail - Plan des stocks, par mail - Rapport annuel d'exploitation, par mail - Un plan des fronts de taille à l'échelle 1/1000, envoyé le 27/03 par courrier postal - Un plan de l'avancement de l'exploitation à l'échelle 1/2000, envoyé le 27/03 par courrier postal

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Prescription contrôlée : Un rapport d'exploitation annuel présentant [...]
Constats : Pas d'écart constaté. L'exploitant a transmis le 28/03/2024 à l'inspection des installations classées le bilan annuel de l'exploitation pour l'année 2023 : - Plan des garanties financières, par mail - Plan des stocks, par mail - Rapport annuel d'exploitation, par mail - Un plan des fronts de taille à l'échelle 1/1000, envoyé le 27/03 par courrier postal - Un plan de l'avancement de l'exploitation à l'échelle 1/2000, envoyé le 27/03 par courrier postal Le rapport annuel est complet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Tonnage annuel extrait
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 800 000 tonnes/an
Constats : Pas d'écart constaté. La quantité de matériaux extraits en 2023 est de 350 456T.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.4.4.1
Thème(s) : Situation administrative, A sec
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour côte minimale 110 m NGF [...] et 140 m NGF partout ailleurs.
Constats : Pas d'écart constaté. Le carreau de la carrière relevé sur le plan topographique du 07/02/2024 est inférieur à 140 m NGF (139.40 m NGF pour la valeur la plus basse).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.4.4.2
Thème(s) : Situation administrative, En gradins
Prescription contrôlée : A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45 °, le front d'abatage est constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale.
Constats : Pas d'écart constaté. L'inspection des installations classées a vérifié sur le plan topographique du 19/12/2023 la hauteur des gradins, la hauteur la plus haute est à 15 m NGF au niveau du palier 6 (parcelle A1084). L'exploitant informe de la venue prochaine d'un mineur pour installer des repères sur le terrain de façon à ne pas dépasser cette hauteur de 15m.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Traçabilité terres excavées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
--

Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS
Prescription contrôlée : Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. [...]
Constats : L'exploitant a créé la base RNDTS en novembre 2023. Les données 2023 et 2024 n'ont pas été renseignées sur l'outil. L'exploitant dispose d'un document informatique interne de traçabilité. Écart: l'exploitation n'a pas renseigné les données 2023 et 2024 sur le registre RNDTS Les données 2023 et 2024 sur les déchets entrants doivent être reportées dans le registre RNDTS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.5.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets bitumeux
Prescription contrôlée : Les déchets d'enrobés bitumeux ne pourront être acceptés que s'ils font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron ou d'amiante.
Constats : Pas d'écart constaté. L'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets entrants pour effectuer la traçabilité d'un déchet d'enrobés bitumeux réceptionné. Le 14/06/2023, des déchets d'enrobés bitumeux issus de rabotage ont été réceptionnés: <ul style="list-style-type: none"> - bon de livraison n°D60AA0043803 - 29.980 tonnes - chantier Eguzon Eurovia (n° client C90F-321A558) - date de repérage réalisé le 09/05/2022, absence d'amiante et de goudron (prélèvement n°26466 par DOMOBAT EXPERTISE) - demande acceptation préalable acceptée le 08/06/2023 (CAP n°CLUIS-TRANSITCLUIS-2294-2023-14-AC)

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant le contenu du registre des déchets entrants exigé par l'article 1 de l'AM 31/05/2021, suite à l'absence de code déchet, de code de traitement, de présence de POP (R.541-8 du code de l'environnement) dans le registre des déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, TRACKDECHETS
Prescription contrôlée :
déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets
Constats :
<p>L'inspection des installations classées a procédé à la vérification, par échantillonnage, du BSD des déchets issus du séparateur d'hydrocarbures:</p> <ul style="list-style-type: none"> - BSD-20231129-1CMHWY966 (S0313 - 15124759.1.1 - 1) du 12/12/2023 + Annexé au bordereau n° : BSD-20231222-PKAWVJYAP du 26/12/2023 - 2 tonnes de Eaux + Hydrocarbures (Déchets regroupés) - Code déchet : 13 05 08* - Code de traitement final: R5, intermédiaire: R12 <p>Écart: les codes déchet du BSD (13 05 08*) et de l'annexe du BSD (13 05 07*) sont différents.</p> <p>L'exploitant est responsable de son déchet jusqu'à son traitement final et doit procéder à la vérification de la traçabilité de son déchet.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Prescription contrôlée :

les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 7 mm/s mesurées suivant les 3 axes de la construction [...].
Constats : Pas d'écart constaté. l'exploitant a procédé à 24 tirs sur l'année 2023 dont les vitesses particulières pondérées sont inférieures à 7 mm/s (valeur maximale à 4.38 mm/s le 25/08/2023, valeur moyenne sur l'année 2.11 mm/s).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Prescription contrôlée : La surpression n'est pas supérieure à 125 dB (L)
Constats : Pas d'écart constaté. Les surpressions maximales atteintes sur les 24 tirs sont inférieures à 125 dB (L): - 2 tirs dont la valeur est comprise entre 120 et 125 dB (L) - 17 tirs dont la valeur est comprise entre 100 et 120 dB (L) - 5 tirs dont la valeur est inférieures à 100 dB (L)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des dispositifs de réduction des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Les dispositifs de réduction de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien sont mis à disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. Les 5 dépoussiéreurs ont été vérifiés (rapport R. BRUNE du 25/10/2023):</p> <ul style="list-style-type: none"> - cribleur 3aire - concasseur - broyeur 2daire - broyeur 3aire - cribleur 3aire <p>Le rapport mentionne que l'état général est "satisfaisant", l'inspection des installations classées a contrôlé sur les factures la réalisation du remplacement des filtres à manches préconisé dans le rapport. Un contrôle avait également été réalisé le 08/08/2022</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 3.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE diffuses de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations dotées d'une capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7000 m3/h font l'objet à minima d'un contrôle annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 m3/Nm3 apportée par le fabricant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations de l'établissement ont une capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7000 m3/h et on fait l'objet d'un contrôle annuel le 25/10/2023, cependant le prestataire ne garantit pas dans son rapport que la concentration maximale de 20 mg/Nm3 d'émission de poussières n'est pas dépassée. Cette mention doit apparaître dans la conclusion du rapport, la seule justification de la fiche technique des filtres à manches utilisés est insuffisante. Écart: l'exploitant n'est pas en mesure de prouver que les émissions de poussières des installations n'émettent pas à des concentrations inférieures à 20 mg/Nm3. Le rapport émis par le prestataire en charge de la vérification annuelle doit mentionner dans sa conclusion le respect de cette valeur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit [...]. Ce plan de surveillance est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le plan de surveillance des émissions de poussières pour l'année 2023 (affaire n°2309HSECO-060, SOCOTEC, du 18/10/2023).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Ce plan de surveillance est mis en place suivant le plan en annexe 7. A minima au moins 7 points de mesure sont implantés autour de l'installation.
Constats : Pas d'écart constaté. L'arrêté préfectoral exige minimum 7 points de mesures et 7 points de mesure sont implantés et surveillent les émissions de poussières jusqu'à 1500 m autour du site. En 2019, l'emplacement du point témoin avait été modifié par rapport au dossier d'autorisation initial et placé à l'entrée de la carrière, près de l'habitation de M. MASSICOT. Le jour de la visite d'inspection, le prestataire a procédé à la vérification et au repositionnement des points de contrôle des émissions de poussières un par un en présence de l'inspection des installations classées. Certains points de mesure ont légèrement été décalés car la végétation grandissante pouvait faire obstacle. Un point de contrôle a été rajouté "CLUIS DESSOUS" au nord du site chez le riverain M. GARNIER sur proposition du bureau d'étude SOCOTEC (rapport N°2309HSECO-060 du 18/10/2023). Les points sont bien situés sous les vents dominants et bien en amont et en aval des

principales sources d'émissions de poussières (lieu d'extraction, mise en dépôt actuelle et à venir, installations).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite